



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

défense

Question au Gouvernement n° 741

Texte de la question

VIOLENCES HOMOPHOBES

M. le président. La parole est à Mme Seybah Dagoma, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Seybah Dagoma. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'intérieur. J'y associe mon collègue Patrick Bloche.

Monsieur le ministre, le week-end dernier, deux couples homosexuels ont été violemment agressés par des groupes d'individus dans les 10e et 19e arrondissements de Paris. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe UMP.*)

Ces faits odieux sont insupportables et font dramatiquement écho à l'escalade des violences verbales et physiques homophobes constatée ces dernières semaines.

Dans la nuit de samedi à dimanche, la devanture de l'espace des Blancs-Manteaux, qui abritait le Printemps des associations organisé par l'Inter-LGBT a été vandalisée. À Paris, les personnes LGBT sont soutenues par un tissu associatif structuré pour déposer plainte et se reconstruire, mais, dans nos villes et nos campagnes, d'autres victimes ont peur de dénoncer les actes qu'ils subissent.

Autre signe de ce climat délétère, ces derniers jours, les élus engagés en faveur du mariage pour tous sont eux aussi la cible des attaques des opposants à la loi. Erwann Binet, notre rapporteur, a été empêché physiquement de parler à un débat la semaine dernière. Les sénatrices Esther Benbassa et Chantal Jouanno ont, pour leur part, subi respectivement des dégradations matérielles et des menaces.

Le débat est fondamental dans une démocratie. Il doit avoir lieu et, en ce qui concerne le mariage pour tous, il a eu lieu et continue d'avoir lieu.

Plusieurs députés du groupe UMP. Référendum !

Mme Seybah Dagoma. Il doit se dérouler dans le respect de chacun. Manifestement, ce n'est pas le cas.

Nous devons en appeler à la responsabilité de tous pour que cessent les violences, et d'abord à celles et ceux qui organisent les manifestations contre le mariage pour tous, dont on attend des positions claires pour s'opposer aux extrêmes qui propagent la haine homophobe.

Nous n'aurons de cesse de le répéter, l'homophobie sous toutes ses formes doit être condamnée. Elle est une atteinte à notre République. La République française, c'est l'égalité. La République française, c'est le refus des distinctions fondées sur l'origine, la condition sociale, mais également l'orientation sexuelle.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous dire comment le Gouvernement entend lutter contre la recrudescence des actes homophobes de ces derniers mois ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, RRDP et GDR.*)

M. Yves Jégo. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Manuel Valls, *ministre de l'intérieur*. Les faits que vous avez rappelés, madame la députée, sont en effet intolérables et inacceptables. Je sais que certains pensent que c'est par l'intimidation, la peur, les violences qu'ils imposeront leurs idées. Ils se trompent, la République ne cédera jamais devant de tels agissements. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

La démocratie, c'est la liberté d'opinion, la liberté d'expression, c'est aussi le droit de manifester et de tenir des réunions publiques et, dans notre République, il n'y a pas de place pour les factieux, ceux qui ne respectent

aucun principe démocratique afin d'imposer leur idéologie. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Des personnes sont agressées en pleine rue du fait de leur homosexualité, des locaux associatifs et des permanences politiques sont attaqués, des élus, des parlementaires de gauche et de droite subissent des intimidations directement ou sur les réseaux sociaux, des intimidations et des menaces de mort du fait de leur engagement en faveur du mariage pour tous. Je pense à Chantal Jouanno, à Christian Cointat, à Esther Benbassa et à votre rapporteur, M. Erwann Binet, à qui je veux témoigner mon amitié et ma solidarité. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, RRD et GDR.*)

M. Yves Jégo. Très bien !

M. Manuel Valls, *ministre*. Ce climat d'intolérance doit cesser. La haine de l'autre, la violence n'ont pas de place dans la démocratie. C'est la légitimité républicaine et celle du Parlement qui sont remises en cause, et chacun doit le mesurer.

Madame la députée, je vous assure que la police et la justice agissent pour faire cesser de tels actes et punir sévèrement les auteurs, et j'en appelle chacun à la responsabilité. Chacun doit peser ses mots et ses actes. La représentation nationale, dans son intégralité, doit condamner de tels agissements et tout mettre en oeuvre afin que cesse ce climat. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRD.*)

M. Yves Jégo. Très bien !

Données clés

Auteur : [Mme Seybah Dagoma](#)

Circonscription : Paris (5^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 741

Rubrique : Droits de l'homme et libertés publiques

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 avril 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 avril 2013](#)